RAPPORT 2021 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE – MALI

Résumé analytique

La Constitution interdit la discrimination religieuse et garantit la liberté de religion conformément à la loi. En septembre 2020, à la suite du coup d'État du mois d'août, le gouvernement de transition a adopté la Charte de transition, qui maintenait la laïcité de l'État et l'interdiction de la discrimination religieuse devant la loi, consacrée par la Constitution de 1992. Après la consolidation du pouvoir militaire le 24 mai, le gouvernement de transition suivant a également préservé la validité de ces documents fondateurs. La loi érige en infraction pénale le non-respect de la liberté de religion. Le gouvernement de transition a élaboré un projet de loi relatif à la liberté de religion et à l'exercice du culte, adopté par le Conseil des ministres le 15 décembre. La demande d'adoption et de mise en œuvre du texte était en attente auprès du gouvernement de transition à la fin de l'année. Cette loi améliorerait la transparence de la procédure d'enregistrement des associations religieuses auprès du ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes. Le 1^{er} juillet, le gouvernement de transition a adopté son plan d'action national 2021-2025 pour la lutte et la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme, qui s'appuie sur des données fournies par des groupes religieux.

Les enlèvements, y compris de dignitaires de toutes les religions et croyances, par des individus armés non identifiés se sont poursuivis dans tout le pays. Selon des organisations non gouvernementales (ONG) et des experts, les représentants religieux étaient souvent la cible d'enlèvements pour rançon en raison de leur proximité des conflits armés et de la médiatisation de leurs activités. Le 9 octobre, la religieuse colombienne Sœur Gloria Cecilia Argoti, enlevée à Karangasso (région de Koutiala) en février 2017 par le groupe terroriste Jama'at Nasr al Islam wal Muslimin (GSIM), affilié à Al-Qaïda, a été libérée par ses ravisseurs. L'abbé Léon Dougnon, un prêtre catholique de la région de Bandiagara, et le pasteur Emmanuel Goïta, originaire de Koutiala, ont également été enlevés puis libérés entre juin et octobre. Des individus affiliés à des organisations terroristes désignées par les États-Unis ont employé la violence et lancé des attaques à l'encontre des civils, des forces de sécurité, des soldats de la paix et d'autres groupes qu'ils percevaient comme non conformes à leur interprétation de l'islam. Selon un rapport publié en août par la Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui porte sur la période allant d'avril à juin, des groupes terroristes et autres groupes armés ont battu publiquement deux femmes et

une fille de 16 ans dans le village de N'Doukala (région de Ségou) parce qu'elles refusaient de porter le voile. Ces groupes auraient également empêché des femmes de travailler à l'extérieur de leur domicile selon cette même source. Dans le centre du pays en particulier, le GSIM a poursuivi ses attaques dans de nombreuses localités des régions de Mopti et Ségou, et continué de menacer les chrétiens, les musulmans et les communautés religieuses traditionnelles. Des groupes identifiés par les autorités comme organisations extrémistes ont continué de cibler des établissements scolaires publics qu'ils ont fermés au motif que leurs programmes scolaires seraient « occidentaux ». Dans la région de Mopti, particulièrement à Koro, des groupes identifiés comme extrémistes auraient conclu des accords de « paix » verbaux avec les populations locales. Ces dernières peuvent se déplacer librement dans la zone de Koro et pratiquer leur culte tant qu'elles ne remettent pas en cause les revendications territoriales des groupes.

Les dirigeants religieux musulmans ont continué de condamner ce qu'ils qualifiaient d'interprétations extrémistes de la charia et les dirigeants religieux non musulmans ont déploré ce qu'ils considéraient comme de l'extrémisme religieux. Des missionnaires chrétiens ont de nouveau exprimé leur inquiétude à l'égard de l'influence accrue, dans les zones reculées, d'organisations qu'ils qualifiaient de violentes et d'extrémistes. Des représentants de l'association catholique Caritas ont indiqué que ces organisations interdisaient l'alcool et le porc et forçaient les femmes de toutes les religions à porter le voile dans certaines parties de la région de Mopti. Selon Caritas, c'est le signe de l'influence croissante de l'islam dans la région, ce qui constitue aux yeux de l'association une menace pour la communauté chrétienne. Les dirigeants musulmans, protestants et catholiques ont lancé un appel commun à la paix et à la solidarité entre toutes les religions lors de célébrations marquant les fêtes de Noël, du Nouvel an et de l'Aïd al-Fitr.

L'ambassadeur des États-Unis et des responsables de l'ambassade ont rencontré des dirigeants religieux et des organisations de défense des droits de la personne pour évoquer l'importance de la tradition séculaire du dialogue interconfessionnel en tant que facteur de paix, de tolérance religieuse et de liberté de religion pour le pays. L'ambassade a appuyé des programmes de lutte contre l'extrémisme violent lié à la religion visant à encourager la tolérance, la paix et la réconciliation. Elle a également mis en lumière le rôle des travailleurs essentiels musulmans pendant la pandémie de COVID-19 lors d'une communication virtuelle avec le Secrétaire d'État des États-Unis, outre les nombreuses rencontres avec des responsables publics chargés des affaires religieuses et des représentants d'associations religieuses minoritaires présentes dans le pays. En avril, pour marquer le début du Ramadan, l'ambassadeur a rencontré des imams influents à Bamako. À cette

occasion, il a rappelé le rôle des personnalités religieuses dans la lutte contre l'intolérance religieuse et la promotion de la paix, et publié une déclaration sur l'importance du rôle de ces personnalités au sein de la société.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale du pays s'élève à 20,1 millions d'habitants (estimations à la mi-2021). Selon le ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, les musulmans représentent environ 95 % de la population. Les musulmans sont presque tous sunnites et la plupart suivent les préceptes du soufisme ; toutefois, un important imam chiite a déclaré que jusqu'à 10 % des musulmans seraient chiites. Les chrétiens, dont environ deux tiers sont catholiques et un tiers protestants, les groupes ayant des croyances religieuses autochtones et les personnes ne se réclamant d'aucune religion constituent à eux tous moins de 5 % de la population. L'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours estimait compter environ 100 membres. Les groupes qui adhèrent à des croyances religieuses autochtones sont répartis sur l'ensemble du territoire, principalement dans les zones rurales. De nombreux musulmans et chrétiens pratiquent aussi certains aspects des croyances autochtones. Selon le ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, moins de 1 000 personnes à Bamako et un nombre indéfini de personnes en province sont associées à Dawa al-Tabligh, un sous-groupe de l'islam sunnite.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par les autorités

Cadre juridique

La Constitution précise que le Mali est un État laïc, elle interdit la discrimination fondée sur la religion et garantit la liberté de religion conformément à la loi. En septembre 2020, à la suite du coup d'État du mois d'août, le gouvernement de transition a adopté la Charte de transition, qui maintenait la laïcité de l'État et l'interdiction de la discrimination religieuse devant la loi, consacrée par la Constitution de 1992. Après la consolidation du pouvoir militaire le 24 mai, le gouvernement de transition suivant a également préservé la validité de ces documents fondateurs.

Aux termes du Code pénal, tout acte de discrimination fondé sur la religion ou tout acte entravant la liberté de pratique religieuse ou de culte est passible d'une peine pouvant atteindre 5 ans d'emprisonnement ou 10 années de bannissement du pays. Il dispose également que toute persécution motivée par des considérations

religieuses à l'encontre d'un groupe de personnes constitue un crime contre l'humanité. Aucune prescription ne s'applique à ces crimes.

La loi exige que toutes les associations publiques, y compris les groupes religieux, s'enregistrent, sauf ceux qui pratiquent des croyances religieuses autochtones ; toutefois, l'enregistrement ne confère aucun traitement de faveur sur le plan fiscal ni avantage légal, et aucune sanction n'est prévue pour les groupes qui ne s'enregistrent pas. Pour s'enregistrer, les organisations qui en font la demande doivent présenter des exemplaires d'une déclaration de leur intention de fonder une association, des copies certifiées conformes de leurs statuts, des exemplaires de leurs politiques et règlements, des copies certifiées conformes du compte rendu de la première assemblée générale de l'association, ainsi que les listes des dirigeants de l'association portant la signature de trois de ceux-ci. Si la demande est approuvée après examen, le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation délivre un certificat d'enregistrement.

Le ministère des Affaires religieuses et du Culte est chargé de veiller à l'application de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent, à la promotion de la tolérance religieuse et à la coordination des activités religieuses à l'échelle nationale, telles que les pèlerinages et des fêtes religieuses pour les fidèles de toutes les religions.

La Constitution interdit l'instruction religieuse dans les établissements scolaires publics, mais elle est autorisée dans les écoles privées. Les madrassahs financées par des fonds privés dispensent les programmes scolaires du secteur public ainsi que les enseignements de l'islam. Les élèves non musulmans de ces établissements ne sont pas obligés d'assister aux cours de religion musulmane. Les établissements d'enseignement catholique privés dispensent les programmes scolaires du secteur public et des cours d'instruction religieuse catholique. Les élèves non catholiques de ces établissements ne sont pas obligés d'assister aux cours de catéchisme. Des écoles informelles, appelées écoles coraniques, que fréquentent certains élèves à la place des établissements publics, ne suivent pas les programmes officiels et proposent uniquement une instruction religieuse.

La loi définit le mariage comme laïc. Les couples souhaitant officialiser leur union doivent faire un mariage civil, auquel peut succéder une cérémonie religieuse. Un homme peut faire le choix de contracter un mariage monogame ou polygame. Les droits en matière d'héritage dépendent de l'appartenance religieuse de la personne décédée, et les tribunaux civils tiennent compte de ce facteur lorsqu'ils entendent

des affaires de ce type ; toutefois, nombreuses sont celles qui sont réglées de façon informelle.

Le pays est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques des autorités

Selon de nombreuses organisations de la société civile et des informations de l'ONU, le gouvernement de transition et les forces de sécurité ont peiné à réprimer la violence engendrée par la propagation de groupes qu'ils qualifient d'organisations extrémistes violentes dans les régions septentrionale et centrale du pays, notamment des groupes terroristes et des milices alliées à des groupes ethniques. Les organisations et l'ONU ont expliqué que la présence des organisations terroristes et de groupes armés dans ces régions limitait la capacité du gouvernement de transition à gouverner et à traduire en justice les auteurs d'exactions, en particulier en dehors des grandes villes.

En octobre 2020, le Secrétariat permanent de la Politique nationale de Prévention et de Lutte contre l'extrémisme violent et le Terrorisme, qui relève du ministère des Affaires religieuses et du Culte, a lancé une étude des facteurs influant sur l'extrémisme religieux avec l'aide du Programme des Nations unies pour le développement. En juillet, le gouvernement de transition s'est appuyé sur les conclusions de l'étude de 2020 pour achever son plan d'action national 2021-2025 pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Ce plan comprend des mesures interconfessionnelles et la promotion de la tolérance religieuse.

La Commission vérité, justice et réconciliation a tenu ses troisième et quatrième audiences publiques le 3 avril et le 18 septembre. Elle y a entendu des affaires d'arrestation arbitraire, de disparition forcée, de torture et d'exécution extrajudiciaire. Toutes les audiences publiques ont été diffusées à la télévision nationale. Au 8 décembre, la commission avait entendu 23 988 témoins au total depuis sa création en 2014. Certaines affaires concernaient des atteintes à la liberté de religion. Les événements politiques dans le pays, la pandémie de COVID-19, l'aggravation des problèmes de sécurité dans les régions centrale et septentrionale du pays, le manque de moyens pour transporter les victimes et le manque d'accès aux camps de déplacés ont limité le recueil des témoignages.

Le gouvernement de transition a élaboré un projet de loi sur la liberté de religion et l'exercice du culte. La demande d'adoption et de mise en œuvre du texte, adopté

par le Conseil des ministres le 15 décembre, était en attente auprès du gouvernement de transition à la fin de l'année. Une fois mis en œuvre, le texte harmonisera le processus d'enregistrement des associations religieuses directement auprès du ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes et non du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

En juillet, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga et Mamadou Koné, ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, ont visité des mosquées ainsi que des églises catholiques et protestantes à Bamako afin de prier pour la paix dans le pays, pour une période de transition réussie et pour une saison des pluies fertile. Le ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, en coordination avec le cardinal Jean Zerbo, archevêque de Bamako, a organisé le pèlerinage catholique annuel à Kita, qui s'est déroulé les 20 et 21 novembre. Le cardinal Zerbo et le Premier ministre Maïga y ont participé tout comme l'Union des jeunes musulmans du Mali (UJMA). Dans le cadre du pèlerinage, un représentant de l'UJMA a marché de Kayes à Kita (environ 400 kilomètres) pour manifester le soutien de son organisation au dialogue interconfessionnel. En septembre, le gouvernement de transition a financé le pèlerinage d'au moins 20 protestants à Jérusalem. À la mi-décembre, le gouvernement de transition n'avait pas encore recommencé à financer les déplacements en Arabie saoudite pour le pèlerinage du Hajj en raison des restrictions liées à la COVID-19.

Selon des représentants de Caritas et des dirigeants protestants, bien que les chrétiens soient nettement moins nombreux que les musulmans dans le pays, ils n'étaient pas défavorisés par le gouvernement de transition, qui respectait l'impératif constitutionnel de traiter toutes les religions sur un pied d'égalité. Des représentants du gouvernement de transition au sein du ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes ont continué à citer les dispositions constitutionnelles et les pratiques des autorités qui consacrent la liberté de participer à n'importe quel culte ou religion ou de ne se livrer à aucune pratique religieuse. Par exemple, dans une intervention dans le cadre du pèlerinage catholique à Kita, le Premier ministre Maïga a déclaré que toutes les religions sont indispensables au maintien de l'harmonie sociale, à la résolution des conflits et au développement économique du pays.

Caritas a exprimé son inquiétude à l'égard de ce qu'elle qualifie d'influence croissante des dirigeants religieux musulmans en politique et au sein du gouvernement de transition. Par exemple, l'association a critiqué la désignation de l'imam Oumarou Diarra en tant que ministre délégué auprès du ministre du Développement social, chargé de l'Action humanitaire, de la Solidarité, des

Réfugiés et des Déplacés tout en conservant son titre d'imam. Caritas et le procureur du tribunal de la Commune IV de Bakamo ont critiqué M. Diarra pour avoir participé à une manifestation en sa qualité d'imam en août. Le rassemblement, qui se déroulait à la gendarmerie du Camp I de Bamako, demandait la libération d'imams placés en détention à la suite d'une plainte.

Le Conseil national de transition, organe législatif transitionnel composé de 121 membres et fondé par le gouvernement de transition en 2020, comprenait trois sièges réservés aux représentants d'associations religieuses. Un catholique, un musulman et un protestant occupent ces sièges.

Actes commis par des forces étrangères et des acteurs non étatiques

Tout au long de l'année, principalement dans les régions centrale et septentrionale, des groupes terroristes nationaux et transnationaux, (dont Al-Qaïda au Maghreb islamique et ses groupes satellites Ansar Dine, la katiba Macina et Al-Mourabitoune) réunis sous l'égide du GSIM et de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), deux organisations terroristes étrangères désignées par les États-Unis, ont poursuivi leurs attaques contre les forces de sécurité nationales et internationales, des soldats de la paix de l'ONU, des civils et d'autres groupes qui auraient été perçus comme n'adhérant pas à leur interprétation de l'islam. Le GSIM et l'EIGS contrôlaient une part importante du territoire des régions septentrionale et centrale du pays. Selon des ONG et des experts en matière de sécurité, les groupes armés ont, dans certains cas, tiré parti des tensions intercommunales et ethniques préexistantes pour propager davantage l'instabilité et la violence, et il n'était pas possible d'attribuer certains incidents entièrement à des motifs religieux. Plusieurs messages publics du GSIM réitéraient une intention de gouverner le Mali conformément à la charia.

Au centre du pays, le GSIM a poursuivi ses attaques dans de nombreuses localités de la région de Mopti et continué de menacer les chrétiens, les musulmans et les communautés religieuses traditionnelles. D'après le rapport de la Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la MINUSMA, entre avril et juin, des groupes terroristes et autres groupes armés ont forcé les femmes de la région de Ségou à porter le voile. Selon ce même rapport, à N'Doukala (région de Ségou), des membres de ces groupes ont battu publiquement deux femmes et une adolescente âgée de 16 ans qui refusaient de le porter.

Les enlèvements, y compris de dignitaires de toutes les religions et croyances, par des individus armés non identifiés se sont poursuivis dans tout le pays. Le 21 juin,

des individus armés non identifiés soupçonnés d'être des terroristes ont enlevé l'abbé Léon Dougnon, prêtre de l'église catholique de Ségué (région de Bandiagara) ainsi que quatre autres chrétiens en déplacement de Bandiagara à Sévaré (région de Mopti). Si les quatre individus ont été libérés le 23 juin, l'abbé est resté en détention jusqu'au 13 juillet. Le 20 septembre, des individus armés non identifiés soupçonnés d'être des terroristes ont enlevé le pasteur Emmanuel Goïta près de Koury (région de Koutiala) avant de le libérer le 10 octobre. En mars, la dépouille de la missionnaire chrétienne suisse Béatrice Stoeckli a été identifiée. Mme Stoeckli, enlevée par le GSIM, était détenue par le groupe depuis 2016. Le 9 octobre, le GSIM a libéré la religieuse colombienne Sœur Gloria Cecilia Argoti, en captivité depuis février 2017.

Plusieurs imams influents et anciens responsables publics ont mis en garde contre les propos clivants qui associaient certains groupes ethniques tels que les populations peules, aux extrémistes. Par exemple, après qu'un attentat terroriste le 3 décembre dans la région de Bandiagara a coûté la vie à au moins 32 personnes, Dan Na Ambassagou, une milice d'autodéfense dogon active dans le centre du pays, a publié un appel aux représailles et aux violences contre la communauté peule. En réponse à ces propos, l'imam Mahmoud Dicko et Ousmane Bocoum (un maître coranique, dirigeant de la société civile et homme d'affaires de Mopti très suivi sur les réseaux sociaux) a condamné l'attentat et appelé au calme, à la tolérance et à la paix.

Selon le prêtre de l'église de Barapiréli (région de Bandiagara), des groupes terroristes et autres groupes armés ont continué à interdire le catholicisme et à enseigner au contraire l'islam, à imposer la charia aux catholiques et à forcer la communauté chrétienne de Didja, une localité située près de l'église, à apprendre le Coran et à prier conformément aux préceptes de l'islam. Toutefois, d'après Caritas, la majorité des églises catholiques du pays restaient ouvertes.

Des groupes islamistes armés ont attaqué et fermé des écoles publiques dont les programmes n'étaient pas fondés sur l'islam. Selon Caritas, les établissements scolaires qui avaient fermé au cours des années précédentes à cause de menaces ou de conflits n'ont pas rouvert, et davantage d'écoles ont fermé tout au long de l'année, surtout dans la région de Mopti. D'après un rapport publié par le secrétaire général de l'ONU en juin, au 1^{er} juin, les conflits avaient entraîné la fermeture d'au moins 1 595 écoles dans les régions de Gao, Kidal, Tomboctou, Mopti et Ségou, situées dans le nord et le centre du pays.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

D'après Caritas, le Cadre pour l'action, le suivi, la médiation et la négociation des dénominations religieuses et de la société civile, créé en 2020 en réponse à de violentes manifestations contre le gouvernement, a renforcé sa capacité à fonctionner de manière efficace au cours de l'année. Composée de représentants musulmans, catholiques, protestants et de la société civile, l'organisation a publié une déclaration conjointe le 24 mai, laquelle appelle le gouvernement de transition à œuvrer à la stabilité et à la paix dans le sillage de la consolidation du pouvoir militaire. Le Cadre a régulièrement appelé à la tenue d'élections pacifiques.

Des missionnaires chrétiens ont à nouveau exprimé leur inquiétude concernant l'influence accrue dans les zones reculées d'organisations qu'ils jugeaient violentes et extrémistes, qui selon eux était susceptible d'entraver leurs capacités de poursuivre leur travail au Mali à long terme. Des représentants de l'Église de Jésus-Christ ont indiqué que leurs possibilités de déplacements dans tout le pays avaient été considérablement limitées par les attentats terroristes signalés. Selon des représentants de Caritas, les groupes terroristes et autres groupes armés s'attaquaient à des individus dans tous le pays, quelle que soit leur appartenance religieuse. Toutefois, d'après l'association, des prêtres de Minta, une localité de la région de Mopti sous le contrôle des terroristes, ont pu continuer à travailler normalement sans ingérence ou menaces. Des dirigeants protestants ont indiqué qu'un enseignant chrétien avait fui son domicile après avoir été menacé par des terroristes et des membres de groupes armés dans le village de Mandiakoy (région de Ségou).

Des responsables de Caritas ont exprimé leur préoccupations après que des groupes terroristes ont pris le contrôle des cercles de Koro, Bankass, Bandiagara et Douentza, ayant signé des accords avec les populations locales. Ces accords octroient aux groupes terroristes et autres groupes armés le pouvoir décisionnaire et l'autorité territoriale à condition qu'ils n'attaquent pas les populations locales et les laissent se déplacer librement sur tout le territoire. Les responsables de l'association craignaient que les terroristes imposeraient des pratiques islamiques à ces populations à l'avenir. Caritas, citant l'exemple d'une interdiction de l'alcool et du porc dans certaines parties de la région de Mopti, a indiqué voir des signes d'une influence croissante de l'islam dans cette partie du pays, ce qui serait une menace pour la communauté chrétienne. La Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la MINUSMA et Caritas ont signalé que des groupes terroristes et autres groupes armés ont imposé des pratiques islamiques, par exemple en forçant les femmes à porter le voile et en collectant le *zakat* (impôt

religieux) pour financer les services locaux dans les régions du nord et du centre du pays.

Ousmane Bocoum a continué de diffuser des messages de tolérance. Il a organisé des conférences avec des dirigeants religieux et des femmes afin de contrecarrer l'influence des « idéologies radicales » dans le centre du pays et de faire régner la paix au sein de sa communauté. Avec le soutien de la MINUSMA, il a organisé une campagne de sensibilisation à la lutte contre l'extrémisme violent pour les dirigeantes religieuses à Mopti. En novembre, il a conclu une formation sur la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation à l'intention des dirigeants religieux, des travailleurs communautaires et des présentateurs radio, également dans la région de Mopti.

Les médias ont signalé le rôle politique de plus en plus important des dirigeants religieux tout en notant que le militantisme religieux n'était pas un phénomène nouveau et que dans de nombreux cas, c'était un symptôme de la tolérance du pays vis-à-vis du pluralisme religieux.

Selon un membre de l'UJMA, les chiites locaux étaient victimes de discrimination de la part de fidèles d'autres écoles de l'islam qui estiment que les pratiques chiites sont incorrectes.

Les membres des différents groupes religieux assistaient régulièrement aux cérémonies religieuses les uns des autres, en particulier aux baptêmes, mariages et enterrements.

Section IV. Politique et engagement du gouvernement des États-Unis

L'ambassade a continué d'encourager le gouvernement à promouvoir le dialogue interconfessionnel et à maintenir une tradition de tolérance religieuse. Elle a également continué à souligner l'importance de la lutte contre l'extrémisme violent lié à la religion, notamment en s'associant au ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes pour soutenir des programmes en ce sens. Les fonctionnaires de l'ambassade ont œuvré auprès des communautés vulnérables aux fins de renforcer leurs capacités à gérer les conflits, la radicalisation et l'extrémisme religieux. Par exemple, un programme de dialogue citoyen a permis l'organisation de 15 séances de renforcement des capacités en matière de gestion des conflits, dont ont bénéficié plus de 500 participants. Grâce à ces ateliers, ils ont pu améliorer leur connaissance des techniques de médiation et de résolution des conflits.

L'ambassadeur et des représentants de l'ambassade se sont entretenus avec une vaste gamme de dirigeants religieux et d'organisations de défense des droits de la personne afin de promouvoir la tolérance religieuse et la liberté de religion. La liste comprenait notamment l'imam Mahmoud Dicko, des membres du Haut conseil islamique et d'autres imams, l'Association des femmes musulmanes, Caritas, des dirigeants protestants et des missionnaires de l'Église de Jésus-Christ. Ils ont exhorté les dirigeants religieux à plaider pour la tolérance et la paix entre les différents groupes sociaux et religieux.

En août, à l'occasion de l'Aïd al-Adha, le Secrétaire d'État des États-Unis a organisé une table ronde virtuelle avec des professionnels de la santé musulmans qui travaillaient auprès des communautés marginalisées pendant la pandémie de COVID-19, notamment la travailleuse sociale malienne Hawa Diallo. Après un bref entretien entre l'ambassadeur et Mme Diallo, l'ambassade a publié des photographies et une déclaration sur sa page Facebook.

En avril, à l'occasion du début du Ramadan, l'ambassadeur a rencontré des imams influents de Bamako. Il a mis en lumière le rôle des dirigeants religieux face à des problèmes comme l'insécurité entraînée par l'intolérance religieuse, et dans la promotion de la paix au moyen d'une éducation civique renforcée.

L'ambassade a mis l'accent sur l'importance de la tolérance et du respect de la diversité religieuse sur les réseaux sociaux tout au long de l'année. En avril, après une rencontre avec des dirigeants religieux, l'ambassadeur a souligné dans une déclaration écrite le rôle important des chefs religieux dans l'instauration d'un pays plus fort, plus démocratique et plus stable.